

le chômage simplement au moyen de données statistiques. Il faut se débarrasser de cette idée qu'on peut atteindre des niveaux tolérables de chômage.

L'honorable député de Davenport, dans le rapport bien connu qu'il a soumis à l'ancien gouvernement libéral, a parlé d'un niveau tolérable de chômage de 3 ou 4 p. 100; mais, pour notre part, nous prétendons que c'est une façon tout à fait fautive d'envisager la situation. Ce que nous devrions chercher à faire c'est de créer une situation où, si quelqu'un est sans travail, qu'il s'agisse de 1 ou de 2 ou de 3 p. 100 de la main-d'œuvre, il n'y ait personne en chômage chronique comme il y en avait tant de milliers pendant l'ancien régime libéral et comme il y en a eu tant de milliers au cours du régime actuel. Ce que nous voulons créer c'est une situation où quiconque sera sans travail saura qu'il peut en toute sécurité passer à un autre emploi quand il le voudra, ou que son ancien emploi sera à sa disposition avant longtemps.

A mon sens, voilà l'objectif que tous les partis ici devraient viser à atteindre. Nous, de ce côté-ci de la Chambre, avons prétendu que cet objectif peut être atteint au moyen d'une planification sociale et économique. Jusqu'ici, le gouvernement a donné à entendre qu'il n'est pas disposé à souscrire à cette conception. Il nous a promis un Office national du développement économique. Nous attendons toujours avec impatience la présentation d'une mesure visant à établir cet Office et nous espérons que cette mesure adoptera véritablement et sans réserve l'idée d'une planification sociale et économique. En pareil cas, le gouvernement peut être assuré qu'il ralliera l'appui des honorables députés de ce secteur-ci de la Chambre.

Mais, selon nous, le gouvernement devrait étudier sérieusement le genre de planification qui sera de nature à assurer le plein emploi au pays. On ne peut assurer le plein emploi simplement en augmentant la masse monétaire. Je sais que les honorables vis-à-vis du groupe créditiste croient qu'on peut y arriver ainsi, mais ce n'est pas le cas. Il est vrai que l'augmentation de la demande, l'augmentation du pouvoir d'achat, l'accroissement de la masse monétaire sont des moyens qui permettent de créer la prospérité et le plein emploi mais ces moyens, à eux seuls, n'aident pas à grand chose. Le pays pourrait bien augmenter les allocations sociales mais sans créer pour autant le plein emploi, car ce n'est pas en augmentant le pouvoir d'achat du public que nous donnons du travail à la main-d'œuvre inactive. C'est ce que nos vis-à-vis ne peuvent pas comprendre. Ils voient l'ensemble de la question sous un jour absolument faux.

[M. Berger.]

M. Patterson: Je suis heureux que vous, au moins, l'ayez étudiée!

M. Berger: Voyons en face la nécessité d'une planification. Or comment peut-on élaborer cette planification en se contentant d'accroître la masse monétaire...

(Texte)

Une voix: Et le reste, après?

(Traduction)

M. Berger: ... et provoquer ainsi une vague de dépenses inconsidérées, car il ne suffit pas d'acheter de l'épicerie pour redonner du travail aux ouvriers du bâtiment. C'est pourquoi nous estimons, dans cette partie-ci de la Chambre, qu'il importe d'aller beaucoup plus loin que le concept très primitif que les partisans du Crédit social nous prient instamment d'accepter; nous estimons qu'il est de notre devoir de prévoir les placements publics et privés de ce pays.

(Texte)

Une voix: Comment allez-vous faire cela?

(Traduction)

M. Berger: Le gouvernement dispose des moyens fiscaux et monétaires pour régulariser les placements publics au Canada et, ainsi que les orateurs de cette partie-ci de la Chambre l'ont déjà fait, j'adjure le gouvernement d'accroître les dépenses dans le secteur public. Nous l'avons instamment prié de renoncer à sa notion périmée d'un budget équilibré en des temps voisins de la dépression et du chômage massif et d'accroître les dépenses afin de permettre aux Canadiens de retrouver du travail; nous l'avons également prié d'accroître le capital social dont ce pays avait tant besoin à tous les échelons gouvernementaux.

Le ministre des Finances nous a dit hier que les 109 millions de dollars alloués par le gouvernement fédéral pour la construction d'édifices publics avaient été biffés du budget fédéral. A notre avis, c'était une erreur grave. Nous espérons que le ministre découvrira bientôt—et nous espérons qu'il ne sera pas trop tard—que c'était la pire mesure à prendre pour redresser la situation au Canada. Cette mesure va simplement empirer la situation du pays.

Le ministre nous a dit que le gouvernement fédéral avait rayé de son programme de dépenses 33 millions distribués en octrois et subventions; cette somme comprend les 3½ millions de dollars qui étaient destinés à la construction d'hôpitaux. A mon avis, non seulement le Canada a, de nos jours, besoin de cette sorte de dépenses pour stimuler son économie et redonner du travail à ses habitants, mais il a besoin tout autant des